

A.R.E.F.E.
Association Régionale
d'Expérimentation Fruitière de l'Est
régie par la Loi du 1er Juillet 1901
Siège Social : Rue Armay Le Duc
55210 HATTONVILLE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

RAPPORTS
du COMMISSAIRE aux COMPTES

A.R.E.F.E.

Association Régionale d'Expérimentation Fruitière de l'Est

régie par la Loi du 1er juillet 1901

Siège Social : Rue Arnay Le Duc

55210 HATTONVILLE

RAPPORT du COMMISSAIRE aux COMPTES

sur les COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AREFE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{ER} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport d'activités et des autres documents adressés aux Adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villers-Lès-Nancy, le 7 juillet 2022

EXPERTIS Partenaires & Associés

Commissaire aux Comptes

Un Associé,



Frédéric MORELLI
Commissaire aux Comptes

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021
 09/05/2022
 12/62



ACTIF	Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021			01/01/2020 au 31/12/2020
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 480,00	1 480,00		356,30
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	187 807,23	105 688,03	82 119,20	81 477,14
Constructions	385 468,74	385 468,74		
Installations techn., matériel et outill. ind.	396 198,38	357 418,52	38 779,86	50 655,89
Autres	114 109,61	114 109,61		39,24
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	41 420,53		41 420,53	41 404,03
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 513,73		2 513,73	2 513,73
TOTAL (I)	1 128 998,22	964 164,90	164 833,32	176 446,33
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	791,24		791,24	1 230,00
Créances clients, usagers et comptes ratt.	111 954,33		111 954,33	68 933,92
Créances reçues par legs ou donations	6 000,00		6 000,00	10 000,00
Autres	190 711,32		190 711,32	267 070,16
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	144 747,51		144 747,51	96 247,68
Disponibilités	337,03		337,03	9 975,33
Charges constatées d'avance				
TOTAL (II)	454 541,43		454 541,43	453 457,09
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 583 539,65	964 164,90	619 374,75	629 903,42

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
 Commissaire aux comptes

BILAN PASSIF

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021
 09/05/2022
 13/62



PASSIF	Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021		01/01/2020 au 31/12/2020
	Du 01/01/2021 au 31/12/2021	Du 01/01/2020 au 31/12/2020	
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise	45 743,04	45 743,04	45 743,04
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles	57 195,92	57 195,92	57 195,92
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	292 825,96	292 825,96	325 703,73
	-20 979,10	-20 979,10	-32 877,77
Situation nette (sous total)	374 795,82	374 795,82	395 764,92
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	4 816,34	4 816,34	7 041,33
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	379 602,16	379 602,16	402 806,25
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 349,86	27 349,86	43 390,31
Emprunts et dettes financières diverses	22 155,89	22 155,89	29 895,51
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes des legs ou donations	113 901,65	113 901,65	93 317,15
Dettes fiscales et sociales			1,20
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72 556,00	72 556,00	60 493,00
Autres dettes			
Instruments de trésorerie	3 809,19	3 809,19	
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	239 772,59	239 772,59	227 097,17
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	619 374,75	619 374,75	629 903,42

COMPTE DE RÉSULTAT

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021



COMPTE DE RÉSULTAT

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021



	Du 01/01/21 au 31/12/21	Du 01/01/20 au 31/12/20
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 094,90	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	251 019,07	192 936,68
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financiers		
Concours publics et subventions d'exploitation	114 987,18	122 313,01
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	4 441,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 698,71	1 215,00
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	54,26	14 909,62
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	389 295,12	331 374,31
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	12 308,56	16 315,79
Variation de stock	438,76	108,33
Autres achats et charges externes	95 704,89	73 506,30
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	6 986,49	7 484,28
Salaires et traitements	214 717,73	235 267,42
Charges sociales	65 982,25	63 384,53
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 865,58	16 977,00
Dotations aux provisions		
Report en fonds dédiés		
Autres charges	7 182,22	4 214,25
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	421 186,48	417 257,90
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-31 891,36	-85 883,59
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 360,74	1 464,39
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	76,34	184,86
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 437,08	1 649,25
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés	301,53	503,15
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	301,53	503,15
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 135,55	1 146,10

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

09/05/2022

10/62

	Du 01/01/21 au 31/12/21	Du 01/01/20 au 31/12/20
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-30 755,81	-84 737,49
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		49 782,06
Sur opérations en capital	9 874,99	2 224,99
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	9 874,99	52 007,05
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		147,33
Sur opérations en capital	97,51	0,77
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	98,28	147,33
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	9 776,71	51 859,72
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	400 607,19	385 030,61
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII)	421 586,29	417 908,38
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-20 979,10	-32 877,77

09/05/2022

11/62

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 619 374,75 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -20 979,10 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :
Bénévolet non comptabilisé car non significatif

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2021 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

l'association a pour objet essentiel de préparer les programmes d'expérimentation des productions fruitières de la circonscription concernée. Elle assure la réalisation de ces programmes directement ou indirectement par convention avec des relais ou stations d'expérimentation régionaux, départementaux ou locaux.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

mise en place d'essai protocole sanitaire
suivi des vergers et récolte des fruits
suivi bulletin santé végétal pour partie fruitière

Les moyens mis en oeuvre :

financement par la vente des fruits, cotisations des membres, subventions et prestations de service

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode rétrospective.

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions 5 à 15 ans
- Agencement et aménagement des constructions 5 à 10 ans
- Installations techniques 3 à 10 ans
- Matériels et outillages 3 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Attestation de la Commission des Comptes de l'Etat (CCE) - Harmonisation au 31/12/2019

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Attestation de la Commission des Comptes de l'Etat (CCE) - Harmonisation au 31/12/2019

CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations	Revalorisations
	Frais d'établissement et de développement	TOTAL		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	4 008	
	Terrains		182 014	5 793
	Constructions		316 908	
	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Inst. générales, agencés & aménagés construct.		89 164	
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		395 754	444
	Inst. générales, agencés & aménagés divers		2 408	
	Autres immos corporelles		99 177	
	Matériel de bureau & mobilier informatique		23 268	
	Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL	1 108 695		6 237
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations		41 404	17
	Autres titres immobilisés		2 514	
	Prêts et autres immobilisations financières			
	TOTAL	43 918		17
	TOTAL GENERAL	1 156 621		6 253
CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions	Valeur brute des immob. fin ex.	Reévaluation légale/Valeur d'origine
	Frais d'établissement & dévelop.	par virt poste		
	TOTAL			
	Autres postes d'immob. incorporelles		2 528	1 480
	TOTAL			
	Terrains			187 807
	Constructions			316 908
	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Inst. gal. agen. amé. cons			68 561
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.		20 604	396 198
	Inst. gal. agen. amé. divers			2 408
	Autres immos corporelles		1	99 176
	Matériel de transport		10 743	12 525
	Mat. bureau, inform., mobilier corporelles			
	Emb. récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL		31 348	1 083 584
	Particip. évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			41 421
	Autres titres immobilisés			2 514
	Prêts & autres immob. financières			43 934
	TOTAL		33 876	1 128 998
	TOTAL GENERAL			

ANNEXE

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Attestation de la Commission des Comptes de l'Etat au 31/12/2021



CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Inst. techniques matériel et outl. industriels					
Autres immob. corporelles					
TOTAL					
Sur sol propre					
Sur sol d'autrui					
Inst. générales agen. aménag.					
Inst. techniques matériel et outl. industriels					
Autres immob. corporelles					
TOTAL GENERAL					

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Dotations	Reprises	Mauv. net des amortissements fin de l'exercice	
Frais d'établissement					
Fonds commercial					
Autres immob. incorporelles					
TOTAL					

CADRE C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'établissement					
Fonds commercial					
Autres immob. incorporelles					
TOTAL					

CADRE D		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'établissement					
Fonds commercial					
Autres immob. incorporelles					
TOTAL					

ANNEXE

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Attestation de la Commission des Comptes de l'Etat au 31/12/2021



CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Inst. techniques matériel et outl. industriels					
Autres immob. corporelles					
TOTAL					
Sur sol propre					
Sur sol d'autrui					
Inst. générales agen. aménag.					
Inst. techniques matériel et outl. industriels					
Autres immob. corporelles					
TOTAL GENERAL					

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Dotations	Reprises	Mauv. net des amortissements fin de l'exercice	
Frais d'établissement					
Fonds commercial					
Autres immob. incorporelles					
TOTAL					

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021
Honnêteté et Complicité - HFC Honnêteté et Complicité au 31/12/2021

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	2 514		2 514
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	111 954	111 954	
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres	2 290	2 290	
	coll. publiques	1 500	1 500	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	192 921	192 921	
	Charges constatées d'avance	337	337	
	TOTAUX	311 516	309 003	2 514
Nécessaire	(1) Montant			
	(2) des			
	Prêts & avances consentis aux associés (pers physiques)			

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021
Honnêteté et Complicité - HFC Honnêteté et Complicité au 31/12/2021

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	46 894
Créances clients et comptes rattachés	188 110
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	235 004

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021 Harmonisation au 31/12/2021 (ANP) (RDN) (1) (1) Harmonisation au 31/12/2019

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021 Harmonisation au 31/12/2021 (ANP) (RDN) (1) (1) Harmonisation au 31/12/2019

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)	27 350	8 475	18 875	
Fournisseurs & comptes rattachés				
Personnel & comptes rattachés	22 156	22 156		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux	41 920	41 920		
Etat & Impôts sur les bénéfices	53 302	53 302		
autres collectifs, Obligations cautionnées	18 135	18 135		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés	544	544		
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	72 556	72 556		
Dettes représentatives des titres empruntés	3 809	3 809		
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	239 773	220 897	18 875	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.

(2) Montant divers emprunts, dettes/associés

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	12
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	7 912
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 611
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72 556
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	125 091

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

31/12/2021

ENGAGEMENTS DONNÉS

	Autres	Dingearants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus Cautiounnements, avais et garanties données par la société Engagements assortis de sûretés réelles Intérêts à échoir Assurances à échoir Autres engagements donnés : Contrats de crédits-bails Contrats de locations financement	369					369
TOTAL (1)	369					369
Engagements en matière de pensions	Autres	Dingearants	Provisions			Montant
TOTAL	369					369

ENGAGEMENTS RECUS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
TOTAL						

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes

09/05/2022

43/62

4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

[illegible]

DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

	Dettes garanties	Montant des suretés
Enprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Enprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Enprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL		

09/05/2022

44/62

ANNEXE



4304580 - AREFE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021
Régime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) - Harmonisation au 31/12/2019

LES EFFECTIFS

	31/12/2021	31/12/2020
Personnel salarié :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

EXPERTIS PARTENAIRES et Associés
Commissaire aux comptes